

Iran : Soutien au soulèvement «Femme, Vie, Liberté» - Non aux exécutions capitales !

Depuis le meurtre de Jina-Mahsa Amini le 16 septembre dernier par la police des mœurs, un soulèvement populaire inédit par son ampleur, sa profondeur et sa durée fait trembler la République Islamique d'Iran. En moins de 48h, le mot d'ordre « Femme, Vie, Liberté » s'est propagé dans tout le pays, puis dans le monde entier.

La lutte pour la chute de la République Islamique est engagée

Rapidement d'autres slogans ont fleuri : «Mort au dictateur», « Mort à l'opresseur, que ce soit le Chah ou le Guide suprême », «Pain, Travail, Liberté», «Pauvreté, corruption, vie chère, nous irons jusqu'au renversement».

Ce mouvement de contestation radical rassemble des femmes, des jeunes, les minorités nationales, des travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi, dans un rejet total de ce régime théocratique, misogyne et totalement corrompu. Le soulèvement s'ancre dans la durée et touche plus de 160 villes petites et grandes. Avec plus de 50% de la population sous le seuil de pauvreté et l'absence de droits démocratiques et sociaux élémentaires, c'est l'ensemble du système que les peuples d'Iran veulent renverser.

Les appels à la grève se multiplient, notamment parmi les enseignant.es des universités, les salarié.es de la pétrochimie, des aciéries d'Ispahan, des transports en commun de Téhéran et de sa banlieue, des chauffeurs routiers... Les grévistes subissent licenciements, arrestations et tortures.

Une répression féroce et sans limite

À ce jour, la répression a fait plus de 500 mort.es dont 69 mineur.es, des milliers de blessé.es, plus de 19 000 prisonnier.es et disparu.es, des enlèvements. Au Kurdistan iranien et au Sistan-Baloutchistan, les Gardiens de la révolution mènent une guerre sanglante contre la population révoltée. Les villes kurdes subissent un état de siège qui ne dit pas son nom.

La violence de ce régime criminel n'a pas de limite. De nombreux témoignages attestent de la brutalité inouïe des conditions de détention visant à briser la détermination des détenu.es. Des prisonnier.es sont torturé.es, violé.es, battu.es à mort.

Afin d'instaurer un climat de terreur et éteindre la contestation, le pouvoir judiciaire prononce des condamnations de plus en plus lourdes à l'encontre des manifestant.es. Malgré cela, la mobilisation ne faiblit pas. Avec courage et détermination, des étudiant.es, des jeunes, des femmes, des travailleurs et travailleuses, des artistes et des journalistes continuent de défier le régime, et celui-ci a décidé de franchir un cran supplémentaire.

La multiplication des condamnations à mort

Pour le simple fait d'avoir manifesté, au moins 65 personnes (dont 11 femmes et cinq enfants) ont été inculpées « d'inimitié avec Dieu », de « corruption sur Terre », d'insurrection ou de meurtre. Le pouvoir judiciaire enchaîne des parodies de procès, sans aucun droit de la défense et multiplie les condamnations à mort.

Après les exécutions de Mohsen Shekari et de Majidreza Rahnavard les 8 et 12 décembre dernier, le pouvoir iranien a procédé, le 7 janvier, à la pendaison de Seyed Mohammad Hosseini et de Mohammad Mehdi Karami. Leurs crimes : avoir osé exprimer leur révolte face à la mort de Jina-Mahsa Amini à Téhéran ou de Hadis Nadjafi à Karaj. Le pire est à craindre pour celles et ceux qui attendent dans les couloirs de la mort des sordides prisons d'Iran et plus largement pour l'ensemble des détenu.es.

Les peuples d'Iran doivent être maîtres de leur destin

Dans ce contexte et face au spectre d'une révolution politique et sociale en Iran, les dirigeants des grandes puissances œuvrent, plus ou moins discrètement, à la constitution d'un Conseil de transition rassemblant tous les courants de l'opposition de la droite iranienne, dont les monarchistes. Ces courants, libéraux sur le plan économique et autoritaires sur le plan politique, sont à l'opposé des dynamiques des mobilisations et des aspirations sociales et démocratiques qui s'expriment en Iran.

Du coup d'État de 1953 organisé par la CIA et les services secrets britanniques contre le gouvernement Mossadegh et sa politique de nationalisation du pétrole, en passant par la conférence de Guadeloupe en 1979 où les chefs d'Etat de France, d'Allemagne, de Grande Bretagne et des États-Unis ont accéléré le départ en exil du Chah et l'avènement de Khomeiny, les grandes puissances ont toujours agi, sans surprise, en faveur de leurs propres intérêts contre ceux des peuples d'Iran.

A l'opposé des solutions imposées de l'extérieur, nous défendons une véritable campagne de solidarité internationale avec toutes celles et ceux qui se mobilisent en Iran pour en finir avec la République Islamique.

Être à la hauteur de la détermination et du courage du peuple iranien

L'issue du soulèvement en cours sera déterminante pour les peuples de la région et du monde. Il est donc de notre responsabilité, à la mesure de nos moyens, d'aider le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » à réaliser ses aspirations émancipatrices.

En effet, la machine à répression qu'est la République Islamique ne sera pas brisée sans une puissante campagne internationale et sans une mobilisation forte des opinions mondiales.

- Nous exigeons l'arrêt immédiat des condamnations à mort, des exécutions et l'abolition de la peine capitale.
- Nous exigeons la libération immédiate de l'ensemble des prisonnier.es politiques et syndicaux, des enseignant.es, des étudiant.es, des médecins, des artistes, des activistes et manifestant.es incarcéré.es, etc.
- Nous demandons la mise en place d'un comité international composé de juristes, de syndicalistes, de journalistes et d'ONG pour mener une enquête indépendante sur les lieux de détentions en Iran.
- Nous soutenons le combat des femmes pour le droit à disposer de leur corps. Nous exigeons avec elles l'abolition de toutes les lois misogynes ainsi que l'apartheid de genre.
- Nous soutenons les droits fondamentaux et démocratiques des Iraniennes et Iraniens, qu'ils/elles soient Kurdes, Baloutches, Arabes, Azéris, Lors, ou Perses.
- Nous soutenons les travailleurs et travailleuses d'Iran dans leur lutte pour la dignité, leurs droits à se défendre par la grève ainsi que par la construction de syndicats et d'organisations politiques.
- Nous exigeons avec force des pays européens le gel des avoirs des plus hauts dirigeants des Gardiens de la Révolution et de la République Islamique, y compris ceux du Guide Ali Khameneï et de son entourage dont le montant total est évalué à 95 milliards de dollars. Ces fortunes acquises par le pillage des ressources, la surexploitation des salarié.es, la prédation et la corruption doivent revenir aux peuples d'Iran.
- A l'instar de ce qui a été fait contre les oligarques russes, nous exigeons le gel des avoirs des oligarques iranienn.es.

- Nous réclamons la levée du secret bancaire et commercial en France, en Europe et dans le monde pour bloquer les richesses accumulées par les dirigeants de la République Islamique, des Gardiens de la révolution et des entreprises qui leurs sont liées.

-Nous exigeons l'arrêt de toute collaboration industrielle, économique et diplomatique avec la République Islamique.

Signataires de cette tribune, nous réaffirmons notre soutien plein et entier à toutes celles et ceux qui luttent en Iran pour l'égalité, la justice sociale, la démocratie et contre toute forme de pouvoir autocratique et autoritaire.

Nous sommes à leur côté par tous les moyens qui sont les nôtres, et nous nous engageons à multiplier les initiatives de solidarité avec les peuples d'Iran. Jusqu'à la victoire de cet élan révolutionnaire irrépessible !

Premier.e.s signataires:

1. Nicole ABRAVANEL, historienne EHESS (France)
2. Gilbert ACHCAR, professeur SOAS Londres (Angleterre)
3. Christophe AGUITON, militant altermondialiste (France)
4. Mateo ALALUF, professeur émérite de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique)
5. Tassos ANASTASSIADIS, journaliste (Grèce)
6. Valério ARCARY, Direction Nationale du PSOL, (Brésil)
7. Behrouz AREFI, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (France)
8. Janie ARNEGUY, Ensemble ! (France)
9. Rolando ASTARITA, professeur d'économie – Universidad Nacional des Quilmes (Argentine)
10. Manon AUBRY, députée européenne LFI (France)
11. Clémentine AUTAIN, députée de Seine-Saint-Denis (France)
12. Ludivine BANTIGNY, historienne (France)
13. Alain BARON, commission internationale de l'Union syndicale Solidaires (France)
14. Jean BATOU, professeur université de Lausanne (Suisse)
15. Abraham BEHAR, médecin (France)
16. Emma BELLE, civilisationniste britannique, université Savoie Mont Blanc (France)
17. Olivier BESANCENOT, porte-parole du NPA (France)
18. Alain BIHR, professeur honoraire de sociologie Université de Bourgogne-Franche-Comté (France)
19. Sophie BINET, secrétaire générale de l'UFICT-CGT, membre du CE de la CGT, pilote du collectif femmes mixité (France)
20. Laurence Boffet, porte-parole d'Ensemble ! (France)
21. Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Ensemble ! (France)
22. Alexandra BOJANIC, secteur international de la FSU (France)
23. Manuel BOMPARD, député LFI des Bouches du Rhône (France)
24. Michel BONNIN, directeur d'études à l'EHESS, centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (France)
25. Nicolas BOUCHAUD, comédien (France)
26. Mickaël BOULOUX, Député d'Ille et Vilaine (France)
27. Alima BOUMEDIENE, avocate (France)
28. Tiago BRANQUINO, activiste culturel et politique, syndicaliste, élu politique (Suisse)
29. Nicole BRENEZ, universitaire (France)

30. Michel BROUÉ, mathématicien (France)
31. David LIBREROS CAICEDO, professeur, Universidad Nacional de Colombia
32. Raul CAMARGO FERNANDEZ (porte-parole d'Anticapitalistas – État Espagnol)
33. Ana CAMPOS, médecin (Portugal)
34. Robert CANTARELLA, metteur en scène (France)
35. Daniel CERIOTTI, nutritionniste (Uruguay)
36. Fernando CHARAMELLO, syndicaliste (Uruguay)
37. Claude CALAME, historien, directeur de recherche EHESS (France)
38. Salavatore CANNAVO, journaliste – Jacobin Italia
39. Carmen CASTILLO, cinéaste (France)
40. Hélène CHANTEREAU, syndicaliste info'Com CGT et militante à Aplutsoc (France)
41. Lou CHESNE, porte-parole ATTAC (France)
42. Ramiro CHIMURIS, avocat et économiste (Uruguay)
43. Florence CIARVOLA, Ensemble ! (France)
44. Herbert CLAROS, secrétaire aux relations internationales de la CSP Consultas (Brésil)
45. Adrien COLIN, conseiller communal à Vevey (Suisse)
46. Eliana COMO, syndicaliste, Comité de direction de la CGIL (Italie)
47. Jorge COSTA, Bloco de Esquerdo (Bloc de gauche Portugal)
48. Pierre COUTAZ, secteur international de la CGT (France)
49. Léon CREMIEUX, syndicaliste aéronautique Solidaires (France)
50. Joseph DAHER, universitaire (Suisse)
51. Bruno DALBERTO, syndicaliste (France)
52. Christian DANDRES, conseiller national PS (Suisse)
53. Cybèle DAVID, Secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires, chargée de l'international (France)
54. Sonia DAYAN-HERZBRUN, sociologue (France)
55. Bruno DELLA SUDA, Ensemble ! (France)
56. Sophie DESROSIERS, maitresse de conférence retraitée EHESS (France)
57. Bernard DREANO, président du CEDETIM (France)
58. Valérie DREVILLE, comédienne (France)
59. Penelope DUGGAN, editor International Viewpoint
60. Sabine ENDERS, militante ATTAC (France)
61. Behrouz FARAHANY, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (France)
62. Patrick FARBIANZ, PEPS (pour une écologie populaire et sociale) (France)
63. Silvia FERRARO, conseillère de São Paulo, (Brésil)
64. Emmanuel FERNANDES Député de la 2^{ème} circonscription du Bas-Rhin (France)
65. Nejat FEROUSE, conseiller confédéral à l'Espace International de la CGT (France)
66. Marina FERRERUELA, suppléante et collaboratrice parlementaire (France)
67. Berivan FIRAT, porte-parole des Relations extérieurs du Conseil Démocratique Kurde en France (CDK-F)
68. Jacques FONTAINE, Ensemble ! (France)
69. Téó FREI, militant de la grève climat (Suisse)
70. Gizelle FREITAS, Conseillère de Belém (Brésil)

71. Bernard FRIOT, économiste et sociologue du travail (France)
72. Mario ROSSI GARRETANO, syndicaliste (Uruguay)
73. Franck GAUDICHAUD, historien université Jean Jaurès Toulouse (France)
74. Sigrid GERARDIN, secrétaire nationale en charge des droits des femmes de la FSU (France)
75. Paolo GILARDI, syndicaliste enseignant (Suisse)
76. Liliane GIRAUDON, poétesse (France)
77. Matheus GOMES, Député d'État, Rio Grande do Sul (Brésil)
78. Alain GONTHIER, conseiller communal à Vevey (Suisse)
79. José María GONZALEZ, maire de la ville de Cádiz (État Espagnol)
80. Sébastien GUEX, Professeur honoraire, Université de Lausanne (Suisse)
81. Murielle GUILBERT, co-déléguée nationale de l'Union syndicale Solidaires (France)
82. Helena HIRATA, sociologue, chercheur émérite du CNRS (France)
83. Marie HOLZMAN, sinologue et militante des droits humains (France)
84. Jocelyne HALLER, députée Ensemble à gauche au grand conseil (Genève)
85. Ernesto HERRERA, journaliste (Uruguay)
86. Norbert HOLCBLAT, économiste (France)
87. Carolina IARA, co-représentante de l'État de São Paulo (Brésil)
88. Chantal JAQUET, philosophe, professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France)
89. Claire JOBIN, sociologue, militante de la grève féministe (Suisse)
90. Samy JOHSUA, membre du Conseil scientifique d'ATTAC (France)
91. Leslie KAPLAN, écrivain (France)
92. Andy KERBRAT, député de Loire Atlantique (France)
93. Babak KIA, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (France)
94. Aurore KOECHLIN, sociologue, militante féministe et anticapitaliste (France)
95. Isabel KOIFMANN, syndicaliste (Uruguay)
96. Pierre KHALFA, économiste, Fondation Copernic (France)
97. Jacques KIRSNER, producteur et scénariste (France)
98. Nicolas KLOTZ, cinéaste (France)
99. Hubert KRIVINE, physicien, (France)
100. Dominique LABOURIER, comédienne (France)
101. Michel LANSON, professeur retraité (France)
102. Michel LAUVERS, historien université Côte d'Azur (France)
103. Michèle LECLERC-OLIVE, Professeur agrégée de mathématiques, sociologue. CNRS (France)
104. Olivier LE COUR GRAND MAISON, universitaire (France)
105. Charlotte LEDUC, députée LFI-NUPES de la 3^e circonscription de Moselle (France)
106. Irma LEITES, plenaria memoria y justicia (Uruguay)
107. Fred LEPLAT, Anticapitalist Resistance (Angleterre, Pays de Galles)
108. Elodie LOPEZ, députée au Grand Conseil vaudois, Ensemble à Gauche, conseillère communale, décroissance alternatives (Suisse)
109. Francisco LOUÇA, économiste, université de Lisbonne (Portugal)
110. Iza LOURENÇA, conseillère de Belo Horizonte (Brésil)

111. Mickael LOWY, directeur de recherche émérite au CNRS (France)
112. Christian MAHIEUX, réseau syndical international de solidarité et de luttes (France)
113. Jan MALEWSKI, journaliste, rédacteur d'Inprecor (France)
114. Gilles MANCERON, historien (France)
115. Pierre MARAGE, professeur émérite à l'Université Libre de Bruxelles (Belgique)
116. Maguy MARIN, chorégraphe (France)
117. Gustave MASSIAH, CEDETIM (France)
118. Sonia MEIRE, Conseillère d'Aracaju (Brésil)
119. Omar MENONI, syndicaliste (Uruguay)
120. Roland MERIEUX, membre de l'équipe d'animation d'Ensemble ! (France)
121. Silvia Fernandes MICHELI, enseignante (Uruguay)
122. Anwar MIR SATTARI, écologiste (Belgique)
123. Mathilde MONNIER, chorégraphe (France)
124. Robi MORDER, juriste et politologue (France)
125. Manuel AGUILA MORA, historien, université autonome de Mexico (Mexique)
126. Noel MOREL, relations extérieures, réseau plateforme communiste libertaire (France)
127. Mariana MORTAGUA, député au Parlement Portugais (Portugal)
128. Olivier NEVEUX, universitaire (France)
129. Stanislas NORDEZ, directeur du Théâtre National de Strasbourg (France)
130. Paula NUNES, co-représentante de l'État de São Paulo (Brésil)
131. Françoise NYFFLER, militante de la grève féministe et députée d'Ensemble à Gauche (Suisse)
132. Danièle OBONO, députée LFI de Paris (France)
133. Solenn OCHSNER, syndicaliste, militante grève féministe et pour le climat (Suisse)
134. Andrés OLIVETTI, syndicaliste (Uruguay)
135. Annick OSMOND, socio-anthropologue (France)
136. Ugo PALHETA, sociologue (France)
137. Mathilde PANOT, députée du Val de Marne, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale (France)
138. Ian PARKER, professeur Université de Manchester (Angleterre)
139. Olivier PARRIAUX, professeur émérite à l'université de Lyon-Saint Etienne (France)
140. Henri PASCAL, sociologue (France)
141. Jaime PASTOR, politologue et directeur de la revue « Viento Sur » (État Espagnol)
142. Roland PFEFFERKORN, sociologue, Université de Strasbourg (France)
143. Elisabeth PERCEVAL, cinéaste (France)
144. Jean-François PELLISSIER, porte-parole d'Ensemble ! (France)
145. Martyne PERROT, sociologue (France)
146. Serge PEY, écrivain (France)
147. Nicole PHELOUZAT, sociologue au CNRS (France)
148. Boris PLAZZI, confédération CGT secrétaire confédéral aux relations internationales (France)
149. Christine POUPIN, porte-parole du NPA (France)
150. Philippe POUTOU, porte-parole du NPA (France)
151. Stéphanie PREZIOSO, députée au Conseil National, Ensemble à gauche (Suisse)

152. Nadège PRUGNARD, autrice, comédienne, metteuse en scène (France)
153. José Manuel PUREZA, professeur, Université de Coimbra (Portugal)
154. Martine RAIS, médecin (Suisse)
155. Rebeca RIELA, économiste (Uruguay)
156. Laurent RIPART, historien à l'université Savoie Mont Blanc (France)
157. Teresa RODRIGUEZ, ex députée et porte-parole de Adelante Andalucía (État Espagnol)
158. Ema Graciela ROMERO, avocate (Uruguay)
159. Pierre ROUSSET, internationaliste, directeur du journal en ligne ESSF (France)
160. Henri SAINT-JEAN, responsable associatif (France)
161. Sara SALEMI, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (France)
162. Pauline SALINGUE, porte-parole du NPA (France)
163. Catherine SAMARY, économiste altermondialiste (France)
164. Mariana SANCHEZ, journaliste éditrice, militante au SNJ CGT et Ensemble ! (France)
165. Cobas SARDEGNA, UNICOBAS (Italie)
166. Jacob SCHÄFER, syndicaliste (Allemagne)
167. Janick SCHAUFELBUEHL, Professeure associée Faculté des Sciences sociales et politiques Université de Lausanne (Suisse)
168. Marc SCHLESSER, Décroissance Alternative (Suisse)
169. Houshang SEPEHR, éditeur du site Iran Echo – Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (France)
170. Yasmine SIBLOT, sociologue (France)
171. Cécile SILHOUETTE, Ensemble ! (France)
172. Francis SITEL, Équipe d'animation d'Ensemble ! (France)
173. Omar SLAOUTI, enseignant, militant antiraciste, élu à Argenteuil (France)
174. Alda SOUSA, mathématicienne, Université de Porto (Portugal)
175. Claude STAZAN, CEDETIM (France)
176. Isabelle STENGERS, philosophe (Belgique)
177. Quentin TALON, mathématicien, Conseiller communal à Montreux (Suisse)
178. Daniel TANURO, auteur écosocialiste (Belgique)
179. Imad TEMIZA, secrétaire du Palestinian Postal Service Workers Union (Palestine)
180. Benoît TESTE, secrétaire général de la FSU (France)
181. Julien THERY, historien à l'université Louis Lumière Lyon 2 et président du Média (France)
182. João TEIXERA LOPES, sociologue, Université de Porto (Portugal)
183. Sylvie TISSOT, sociologue (France)
184. Marc TOMCZAK, enseignant chercheur à l'université de Lorraine (France)
185. Pascal TORRE, responsable adjoint du secteur international du PCF (France)
186. Éric TOUSSAINT, politologue Universités de Liège et de Paris 8, membre du Conseil International du Forum Social Mondial (Belgique)
187. Enzo TRAVERSO, historien
188. Josette TRAT, universitaire, militante féministe (France)
189. Stéphanie TREILLET, économiste, Ensemble ! (France)
190. Anne TRISTAN (France)

191. Aurélie TROUVÉ, députée de Seine-Saint-Denis (France)
192. Franco TURIGLIATTO, ancien sénateur (Italie)
193. Charles-André UDRY, économiste et directeur du site Alencontre (Suisse)
194. Mario UNDA, sociologue (Équateur)
195. Miguel URBAN, eurodéputé (État Espagnol)
196. Roseline VACHETTA, ancienne députée européenne – NPA (France)
197. Eleni VARIKAS, professeur émérite à l'université Paris 8 (France)
198. Christiane VOLLAIRE, Philosophe (France)
199. Léo WALTER Député des Alpes-de-Haute-Provence, groupe parlementaire LFI-NUPES (France)
200. Thomas WEYTS, SAP – Anticapitaliste, (Belgique)
201. Youlie YAMAMOTO, porte-parole d'ATTAC (France)
202. Erika DEUBER ZIEGLER, historienne de l'art (Suisse)
203. Jean ZIEGLER, sociologue, internationaliste, homme politique (Suisse)